

PROGRAMME DU RWF
Rassemblement Wallonie-France
pour les élections européennes du 13 juin 2004

L'EUROPE ? OUI. MAIS AUTREMENT !

CHAPITRE I

L'EUROPE À LA DERIVE, COMME UN NAVIRE EN PERDITION. IL FAUT LA RECONSTRUIRE.

1. Notre Europe, à laquelle nous sommes attachés comme beaucoup de Wallons et de Bruxellois, ressemble de plus en plus à un navire égaré, sans moteur, sans capitaine. Les citoyens, considérés de haut, sont tenus à l'écart des décisions. L'Europe se fait en catimini. Les referendums sont rares, il n'y en a pas chez nous. Pas étonnant que l'Europe soit perçue comme une bureaucratie coûteuse et non transparente.

Et parce qu'elle ne pèse pas lourd dans les affaires du monde, dans la solution des grandes crises internationales, l'Europe paraît aujourd'hui s'être retirée de l'Histoire.

2. Il faut reconstruire l'Europe, sur des bases radicalement nouvelles.

Sans quoi elle ira à la faillite politique. Un signal d'alarme s'impose. C'est pourquoi il faudra voter « autrement ». Ne plus voter pour ceux qui soutiennent l'imposture européenne actuelle : des actes en contradiction avec les discours.

Le RWF ose dire la vérité. Le RWF ose proposer une autre voie, conforme à l'intérêt des Peuples d'Europe et, en particulier, dans l'intérêt de la Wallonie et de Bruxelles.

Plutôt que l'Europe molle, le RWF préfère une Europe des ambitions. Plutôt que l'ultralibéralisme, le RWF préfère l'ultra-volontarisme. Plutôt que l'élargissement illimité et la dilution, le RWF préfère l'alliance franco-allemande, noyau actif d'une Europe-puissance. Plutôt que l'Europe des Commissaires technocrates, le RWF préfère la légitimité d'une Europe des Peuples, exprimée par les Gouvernements et par le Parlement européen.

CHAPITRE II

VRAIMENT, L'EUROPE NE SAIT PLUS OÙ ELLE VA...

1. L'Union européenne n'agit pas suffisamment dans l'intérêt économique et social des gens.

Avec le Traité de Maastricht (1992), on a donné la priorité à la stabilité monétaire et à la rigueur budgétaire, même en période de récession. D'où un déficit de croissance et d'emplois. Et le Président de la Commission, M. Romano Prodi, oublie ce qu'il disait il y a deux ans : « le Pacte de stabilité » est quelque chose de stupide ». Et il oublie que le

Pacte devait aussi être un Pacte de croissance. Résultat : la reprise économique en Europe reste largement dépendante du dynamisme américain.

La Commission applique avec une rigidité extrême les règles de concurrence. Certaines aides publiques sont ou risquent d'être condamnées malgré leur utilité. C'est le cas des aides de la France à la société ALSTOM ou des aides de la Région Wallonne à la compagnie Ryan Air, active à l'aéroport de Gosselies. De même, la Commission voudrait s'attaquer aux aides publiques à la production cinématographique européenne !

L'Europe n'a pas de stratégie positive face aux dérives de la mondialisation (délocalisations d'entreprises et d'emplois vers l'Asie ou l'Europe orientale).

De même, la Commission, avec l'accord empressé du Gouvernement belge, a imposé l'ouverture brutale de Services publics à la concurrence sans se soucier des graves hémorragies de services et d'emplois qui en résulteront. La Wallonie, plus fragile que d'autres régions, sera la première à souffrir de la libéralisation de la Poste et des Chemins de Fer, libéralisation acceptée par le PS, par le MR et par Ecolo.

2. L'Europe refuse l'idée de puissance comme instrument d'action dans le monde. Frileuse, elle n'a pas de politique extérieure ni de politique de sécurité communes. Divisée, surveillée par l'OTAN, elle ne joue pas le rôle qui pourrait être le sien, par exemple au Proche-Orient, dans le Caucase, en Afrique Centrale. Si le monde n'est pas vraiment « multipolaire », c'est notamment à cause de la paralysie et de la non-volonté des Européens (on l'a bien vu dans la crise irakienne). Le projet de Traité Constitutionnel Giscard-Dehaene, soutenu par la Belgique officielle, soumet toute défense européenne à une décision unanime des Etats membres (article I - 40), autant dire à une condition impossible.

3. L'élargissement sans approfondissement : une dilution suicidaire.

Les adhésions successives à l'Union (10 nouveaux pays le 1^{er} mai 2004 et bien d'autres ensuite) sont mal préparées et mal expliquées. Après le mauvais Traité de Nice (2000), le Gouvernement belge avait juré qu'il n'y aurait pas d'élargissement sans approfondissement préalable. C'est-à-dire sans fixation de nouvelles règles de fonctionnement et de décision. Il n'en a rien été. Or, l'Europe fonctionne très mal avec 15 pays et ce sera plus grave encore à 25 ou demain à 32.

L'Europe se condamne ainsi à n'être qu'une vaste zone de libre-échange ouverte à tous les vents de la mondialisation et à l'influence déterminante des Etats-Unis. C'est la vision de la Grande-Bretagne qui l'emporte, comme l'avait craint Charles de Gaulle.

L'Europe se prive aussi des moyens budgétaires pour faire face à l'entrée des nouveaux Etats. On verra une diminution relative des fonds de cohésion et des fonds structurels (tels que le FEDER, le Fond Européen de Développement Régional).

Enfin, l'élargissement se fait en cachette, sans consultation de notre population par referendum. Les partis traditionnels se font plaisir à eux-mêmes en se contentant de proclamer : "Elargissons ! Elargissons !" Leur Europe n'est plus l'Europe. Ils la désirent sans limites et sans frontières. Ils veulent plaire aux Etats-Unis qui s'efforcent de faire coïncider l'Europe et l'OTAN. C'est pourquoi ils comptent à tout prix faire entrer

dans l'Europe la Turquie, membre de l'Otan. Ils savent pourtant que ce pays n'est pas démocratique, n'est pas européen, et qu'il occupe militairement un autre pays membre de l'Union, Chypre. L'Europe ne peut pas et ne doit pas continuer à se diluer, ni vouloir ressembler à une sorte de deuxième ONU.

CHAPITRE III

PROPOSITIONS POUR RE-CONSTRUIRE L'EUROPE.

1. Il faut rebâtir l'Europe autour du couple franco-allemand.

Avec, s'il le faut, un nombre limité de partenaires dans un premier temps. Cette solution n'est pas un épouvantail (laissons au Gouvernement belge ses complexes de petit pays). C'est aussi la seule vraie réponse à la déconstruction actuelle. L'alliance étroite entre les deux grands peuples français et allemand (entre Paris et Berlin) constitue le moteur dynamique d'une puissance européenne, de la paix en Europe, de l'équilibre et de la diversité de l'Europe. La Wallonie et Bruxelles ont tout intérêt à s'intégrer à ce tandem, via la France.

2. L'Europe doit s'organiser par la coopération de ses Etats-nations.

L'Union ne peut pas continuer à dissoudre les Etats-nations qui forment le socle de l'Europe et le premier lieu où s'exerce la citoyenneté. Certes, les peuples peuvent déléguer un certain nombre de pouvoirs à l'Europe, mais sous leur surveillance démocratique. Selon Jacques Delors, « La nation est le ciment de notre vouloir vivre ensemble (...) Elle demeure le lien indispensable avec le monde extérieur et le lieu de rattachement à une aventure collective... » (Mémoires, Editions Plon, 2003.)

En s'appuyant sur les Etats Nations et donc sur les peuples, l'Europe évitera sa propre dilution et conservera une légitimité démocratique. Elle se donnera une chance de repartir de l'avant.

3. L'Europe doit sauver ses valeurs de civilisation.

3.1. L'Europe doit garantir sa diversité culturelle et linguistique. Face au rouleau compresseur uniformisant de l'anglo-américain, la langue française et la langue allemande, avec l'appui des autres, doivent faire front. L'union future de la Wallonie et de Bruxelles à la France apportera un poids supplémentaire à la langue française en Europe. Dès aujourd'hui, la Belgique officielle doit cesser de favoriser l'anglo-américanisation de la région bruxelloise.

3.2. L'Europe doit protéger son modèle d'intégration, son pluralisme, sa vision des droits de l'homme et de la démocratie, son principe de la séparation des Eglises et de l'Etat.

3.3. L'Europe doit préserver son système de protection sociale, conçue comme un droit pour tous au nom de la solidarité et garanti par la société. Elle doit aussi préserver et développer le principe de la gestion de l'économie en concertation avec les partenaires sociaux. L'Europe sociale doit se concrétiser par l'harmonisation des systèmes nationaux de sécurité sociale.

3.4. L'Europe doit être à la pointe du combat international pour le sauvetage de l'équilibre environnemental de la planète.

4. Une réforme du Pacte de stabilité monétaire s'impose, en vue de protéger la croissance et l'emploi. Cela suppose que les déficits budgétaires nationaux acceptables soient modulés en fonction de la conjoncture d'une part, en fonction du niveau de la dette publique globale de chaque Etat d'autre part. Dans ce cas, l'Europe aurait le droit d'être beaucoup plus sévère pour la Belgique et l'Italie que pour la France et l'Allemagne. Il faut aussi mettre en œuvre de véritables initiatives de croissance via de grands projets d'investissements. Enfin, l'Europe doit soutenir une altermondialisation respectueuse des droits sociaux, économiques et culturels des peuples.

5. Il faut articuler l'Europe autour de deux volontés : la volonté des Etats représentés dans les Conseils des Ministres ; la volonté des Peuples représentés à la proportionnelle des populations dans un Parlement Européen ramené à un maximum de 500 députés (un élu pour un million d'habitants en moyenne, avec un minimum de 3 élus pour les très petits Etats).

Quant à la Commission, elle est devenue un haut lieu de l'élitisme technocratique. Elle produit de plus en plus de réglementations tatillonnes qui éloignent les citoyens de l'Europe. Il convient de réduire son ambition disproportionnée, à la fois bureaucratique et politique. Son interventionnisme n'est plus acceptable pour les citoyens. La Commission doit s'en tenir à une mission d'exécution. Les Commissaires doivent être des Directeurs d'administration qui exécutent les instructions données par les Conseils des Ministres. Le Parlement européen doit être doté de pouvoirs efficaces pour contrôler de près le travail des Commissaires.

6. L'Europe doit se réconcilier avec l'idée de puissance.

Dans un monde soumis aux rapports de force, l'Europe doit respecter elle-même le droit international et le faire respecter. Mais l'Europe doit aussi se faire respecter, ce qui ne veut pas dire un retour à l'impérialisme. Elle a donc besoin d'être une puissance sur la scène mondiale : c'est une question d'ambition et de volonté. Pas nécessairement pour avoir recours à la force, mais pour être consultée et surtout écoutée, et bien entendu pour agir. Agir pour contourner l'unilatéralisme et pour le remplacer ensuite par un monde plus équilibré. Agir pour le maintien ou le rétablissement de la paix. Agir pour faire appliquer les décisions de la communauté internationale, agir pour promouvoir un « Contrat social » Nord-Sud et réorienter la mondialisation dans l'intérêt des peuples. L'Europe doit dès lors se doter d'une politique extérieure et d'une politique de sécurité communes. Cela signifie qu'elle puisse disposer de forces d'interventions indépendantes

de l'OTAN capables de se projeter au-delà de ses frontières. Ceci à partir d'un groupe restreint d'Etats européens déterminés. Cet objectif ne sera pas gratuit : il entraînera des dépenses plus élevées que celles qui sont consenties aujourd'hui par la plupart des pays européens (seules la France et la Grande-Bretagne acceptent aujourd'hui de fournir un effort significatif). A cet égard, la Belgique officielle continue de faire preuve d'un double langage : proclamations mécaniques en faveur d'une défense européenne et réduction systématique des capacités opérationnelles de ce qui tient encore lieu d'armée belge.

7. Il faut consulter nos concitoyens par referendum.

Les électeurs de Wallonie et de Bruxelles doivent pouvoir s'exprimer par referendum sur un futur Traité constitutionnel (Giscard-Dehaene) et sur les nouveaux élargissements, notamment à la Turquie. MM. Di Rupo et Michel ont refusé le referendum. La Belgique officielle a-t-elle peur des citoyens ?

Il faut avoir le courage de dire quelles sont les frontières de l'Europe et avec quels Etats voisins elle doit coopérer de manière privilégiée.

L'Europe doit se construire dans la transparence démocratique, sinon elle échouera.

CHAPITRE IV

CONCLUSION. OUI A L'EUROPE, MAIS AUTREMENT.

1. Le RWF proclame la vocation européenne de la Wallonie et de Bruxelles, qui appartiennent toutes deux à la famille française d'Europe.

Cette vocation se concrétisera au mieux dans le cadre du couple franco-allemand et de la nécessaire consolidation de celui-ci comme moteur d'une Union renouée. En tout état de cause, l'avenir européen de la Wallonie et de Bruxelles ne passe pas par un Etat belge en voie d'évaporation et qui ne défend pas nos intérêts. L'avenir européen de la Wallonie et de Bruxelles, de toute évidence, passe par la France, réconciliée et alliée avec l'Allemagne en vue de relancer la construction de l'Union.

2. Une réorganisation en profondeur de l'Union est nécessaire.

Mais le RWF n'accepte pas pour autant « l'europhisme politiquement correct », le « tout à l'Europe » pratiqué naïvement ou hypocritement par la Belgique officielle. Les partis traditionnels s'abandonnent en permanence à cette fuite en avant (et quasiment pavlovienne) qui consiste à faire croire que l'Europe à tout prix, et presque à n'importe quel prix, constituera la réponse à la dislocation de la Belgique et apportera une solution à nos problèmes économiques, sociaux, « communautaires » ou institutionnels...

MM. Michel et Di Rupo veulent nous vendre un cadeau empoisonné en nous offrant comme seul choix une Europe à 25 partenaires - et demain à 28, 32 ou 35, une Europe invertébrée, ultralibérale, impuissante à l'extérieur et livrée au dysfonctionnement à l'intérieur.

A cause de leurs sordides marchandages, les partis officiels ont transformé l'idéal européen en une « morne nécessité ».

De cette Europe, le RWF ne veut pas. Et les citoyens non plus.

Le RWF leur propose de voter pour les candidats de sa liste européenne.

Les électeurs doivent donner un sévère avertissement aux partis officiels responsables de l'enlisement de l'Union.

Il est temps de promouvoir l'Europe des Peuples et des Citoyens.